

NUCLÉAIRE

L'Iran continue d'augmenter ses capacités d'enrichissement

L'Iran a continué de défier les grandes puissances en augmentant sa capacité d'enrichissement d'uranium, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), diffusé hier, alors que doivent reprendre fin septembre les discussions avec Téhéran sur son programme nucléaire controversé.

Dans son rapport trimestriel sur l'Iran, le gendarme de la non-prolifération nucléaire indique que le pays dispose désormais de 1 008 centrifugeuses de deuxième génération (IR-2m) sur son site nucléaire de Natanz, contre près de 700 comptabilisées il y a trois mois.

Au 24 août, aucune de ces centrifugeuses — qui servent à enrichir l'uranium — n'est toutefois entrée en production, selon ce document.

Le chef sortant de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Fereydoun Abassi Davani, avait récemment évalué à un millier le nombre de ces nouvelles centrifugeuses.

Téhéran a également augmenté le nombre de ses centrifugeuses de première génération (IR-1) à 15 416, soit environ 1 860 de plus que dans le précédent rapport. Dans le site souterrain de Fordo (centre), leur nombre est en revanche resté identique (2.710).

Les Occidentaux et Israël soupçonnent l'Iran de vouloir développer l'arme atomique sous couvert de son programme nucléaire civil. Téhéran affirme de son côté enrichir de l'uranium jusqu'à 5 et 20% pour la production d'électricité et le

secteur médical. Le pays est sous le coup de plusieurs sanctions des Nations unies, des Etats-Unis et de l'Europe pour son programme nucléaire.

Avec un équipement plus performant, les Occidentaux craignent que l'Iran ne puisse plus facilement produire de l'uranium enrichi à un niveau de pureté nécessaire pour fabriquer l'arme nucléaire (90%). Au total, le pays a produit 372,5 kg d'uranium enrichi à 20%, soit 48,5 kg de plus qu'il y a trois mois.

Une partie ayant été convertie en combustible, il n'en restait que 185,8 kg, un niveau inférieur aux 240 à 250 kg nécessaires, selon les experts, pour fabriquer une bombe atomique.

L'annonce intervient alors que plus tôt dans la journée, l'AIEA avait confirmé la reprise le 27 septembre à Vienne des discussions avec l'Iran, interrompues depuis la mi-mai.

Il s'agira de la onzième réunion depuis début 2012 et la première depuis l'élection du nouveau président iranien Hassan Rohani, considéré comme un modéré.

Ce dernier, ancien négociateur sur le nucléaire de l'Iran dans les discussions diplomatiques avec les grandes puissances, a prôné une



Photo : D.F.

«entente constructive avec le monde» pour régler la crise. Sans être disposé à renoncer à l'enrichissement, il a souligné que l'Iran était prêt à davantage de transparence dans le dossier nucléaire.

L'agence veut un accord («approche structurée» dans le jargon diplomatique) avec la République islamique lui garantissant un accès plus large à des sites, documents ou individus afin de vérifier si le pays a travaillé ou non à la mise au point de l'arme atomique

avant 2003. Elle demande notamment d'accéder au site militaire de Parchin, près de Téhéran, où elle soupçonne le pays d'avoir procédé à des tests d'explosion conventionnelle applicable au nucléaire.

Dans son nouveau rapport, elle dresse une liste des points d'achoppement entre les deux parties au cours des dix précédentes réunions. L'agence exige notamment de ne pas fournir «dès le début tous les détails sur la façon dont elle mènera des vérifications, ni sur la date, ni sur le lieu». Elle veut aussi

être en mesure de revenir sur un point déjà discuté, une demande maintes fois rejetée publiquement par le représentant de l'Iran auprès de l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh.

Ce dernier va toutefois quitter son poste le 1^{er} septembre. Selon l'agence Irna, il sera remplacé par Reza Najafi, l'actuel directeur général chargé des affaires politiques et internationales au sein du ministère des Affaires étrangères. Depuis son arrivée au pouvoir, M. Rohani a procédé à plusieurs changements dans l'équipe de négociations sur le nucléaire.

CENTRAFRIQUE

Les ex-rebelles exclus des opérations de maintien de l'ordre

Les autorités centrafricaines ont décidé d'exclure les combattants de l'ex-rébellion Séléka des opérations de maintien de l'ordre à Bangui, qui relèveront désormais de la compétence de la police et de la gendarmerie, a annoncé mercredi à la radio nationale, le ministre de la Sécurité Josué Binoua.

«Désormais et à compter d'aujourd'hui, pour tout ce qui touche le maintien de l'ordre, le

rétablissement de l'ordre, particulièrement dans la ville de Bangui, seules les forces de la police centrafricaine et de la Gendarmerie nationale sont habilitées à intervenir», a affirmé M. Binoua à l'issue d'un Conseil national de sécurité convoqué par le président de transition Michel Djotodia.

«Dans tous les pays modernes, a-t-il ajouté, la sécurité est assurée par la police et la gendarmerie. L'armée s'occupe de la défense du territoire».

«C'est donc le vœu de la population qui est ainsi satisfait. Et nous demandons donc à tous nos

frères et sœurs qui se trouvent sur le tarmac de l'aéroport de rentrer chez eux», a ajouté le ministre.

Tôt mercredi, de nouveaux tirs ont été entendus dans le quartier de Boeing, près de l'aéroport international de Bangui, selon des témoins. Près d'un million d'habitants ont trouvé refuge sur la piste, occasionnant des retards pour au moins deux vols, l'un de Royal Air Maroc, l'autre d'Air France, selon une source proche de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne (Asecna).

En milieu d'après-midi, des éléments congolais de la force

africaine en Centrafrique (Misca) et des soldats français qui sécurisent l'aéroport tentaient toujours de les convaincre de quitter l'aire d'atterrissage, selon cette source.

Les autorités centrafricaines ont annoncé mercredi avoir déployé environ 300 policiers, gendarmes et membres de la Misca pour sécuriser les quartiers nord de Bangui, où violences et pillages se sont multipliés ces derniers jours.

Depuis la prise du pouvoir par la coalition Séléka fin mars, les anciens rebelles sont régulièrement accusés d'exactions à l'encontre de la population civile.

BAHREÏN

Reprise du dialogue national après une pause de 2 mois

Le dialogue entre l'opposition et le pouvoir a repris hier à Bahreïn, après une pause estivale de deux mois et avec l'ambition de sortir la monarchie de l'impasse politique dans laquelle elle est plongée depuis deux ans et demi.

Des représentants de l'opposition et du gouvernement étaient présents à la séance tenue en fin d'après-midi à Manama, pour la première fois depuis la suspension du dialogue le 26 juin pour les vacances d'été et le Ramadhan, selon des participants.

A la veille de la reprise du dialogue, l'opposition avait réclamé des mesures d'apaisement de la part des autorités, dont la libération d'activistes arrêtés et une renonciation à «l'option sécuritaire» pour régler la crise.

Le dialogue national avait démarré le 10 février après l'échec d'une session en juillet 2011, l'opposition s'étant alors retirée des pourparlers deux semaines après leur lancement en s'estimant «sous-représentée et marginalisée». Mais l'opposition, conduite par l'influent groupe chiite Al-Wefaq, a continué à

manifeste tout en dialoguant. L'opposition réclame une véritable monarchie constitutionnelle à Bahreïn. Le royaume, dont la population est majoritairement chiite, est dirigé depuis plus de 200 ans par la dynastie sunnite des Al-Khalifa.

Bahreïn est secoué depuis février 2011 par un mouvement de contestation animé par des chiites.

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), au moins 80 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation.

SOUDAN

Libération de l'équipage d'un hélicoptère détenu au Darfour

L'équipage d'un hélicoptère affrété par l'ONU, détenu depuis début août par des rebelles du Darfour, au Soudan, a été libéré, a indiqué hier le ministère ukrainien des Affaires étrangères, qui n'indique pas les circonstances de cette libération. L'équipage, constitué de deux Ukrainiens et un Soudanais avait effectué le 3 août un atterrissage d'urgence en raison d'un problème mécanique. Leur hélicoptère, un Mi-8, avait transporté des vivres pour la mission commune ONU-Union africaine au Darfour, près de la ville de Nyala (deuxième ville du Soudan et capitale du Darfour-Sud).

Ils avaient été «arrêtés» par des rebelles dans cette région de l'ouest du Soudan.

«Le ministère soudanais des Affaires étrangères vient de confirmer que l'équipage de l'hélicoptère Mi-8, dont deux ressortissants ukrainiens (...), a été relâché la nuit dernière (mardi soir, ndlr)», a indiqué un porte-parole du ministère ukrainien des Affaires étrangères. Le porte-parole a ajouté que les deux Ukrainiens se trouvaient désormais à Nyala sous la protection des forces de sécurité soudanaises.